



SAMORA MACHEL
AVEC LES COMBATTANTS
DU FRELIMO.
« L'indépendance n'est
pas à négocier... »

LUSAKA

LE «NON» DU FRELIMO

PAR AQUINO DE BRAGANÇA



EDUARDO MONDLANE.
Le père du nationalisme moderne.

*Que s'est-il
passé
entre le Frelimo et
la délégation
portugaise à Lusaka ?
Le seul journaliste
autorisé à accompagner
les négociateurs
mozambicains
nous en révèle les
réalités.*

« Commencer la guerre ne fut pas difficile. Mais y mettre fin ne sera pas chose facile. »

Celui qui nous parle ainsi, à Lusaka, pouvait s'exprimer en connaissance de cause. Alberto Joaquim Chipande, chef d'état-major adjoint du Frelimo avait commandé, en 1964, l'attaque du poste portugais de Chai, dans la province de Cabo Delgado. Ce fut le commencement de la lutte armée.

Nous nous retrouvons aujourd'hui à Lusaka où, le 5 juin, la délégation du Frelimo a rencontré la mission portugaise conduite par le ministre des Affaires étrangères, Mario Soares, pour des contacts préliminaires.

L'approche avait été délicate. Le général Costa Gomes, dépêché au Mozambique par la *junte* de Lisbonne avait, sans succès, lancé des appels au cessez-le-feu. Il avait alors patronné l'envoi d'un groupe de prisonniers africains, libérés de la sinistre prison de Machava, pour prendre contact avec la direction du Frelimo. Le Front accueillit les rescapés à Dar es-Salaam, comme des frères mais non comme des émissaires.

Il avait donc fallu en venir à des contacts directs et officiels.

Devant l'échec de la tentative de Gomes. Lisbonne décida de contacter directement les responsables du Frelimo. Ces derniers, après consultation avec leurs amis zambiens, proposèrent Lusaka comme lieu de rencontre préliminaire. Une première date du rendez-vous fut fixée : le 30 mai. Mais à la requête de Lisbonne, elle fut retardée jusqu'au 5 juin.

Pourquoi Lusaka ?

Les responsables mozambicains le disent franchement : d'une part, il importait d'écarter au maximum les pressions extérieures. Chacun savait qu'à Londres, lors des discussions entre le Portugal et le P.A.I.G.C., le Foreign Office et les Américains avaient multiplié les interventions pour faire prévaloir une solution « atlantique » afin de conserver les îles du Cap-Vert dans l'aire occidentale.

D'autre part, il était nécessaire que les guerres africaines du Portugal trouvent une solution africaine. Or, Lusaka est, par excellence, la capitale africaine qui est directement concernée par la solution d'un conflit qui fait rage sur ses frontières et qui menace sans nul doute la paix et la sécurité du pays. Il ne faut pas également perdre de vue le fait que

le Dr Kaunda, qui est un ami personnel du leader du Frelimo, Samora Machel, n'avait pas cessé de déployer des efforts auprès de Lisbonne pour trouver une issue à la guerre par la voie du dialogue. Il avait vainement offert ses bons offices aux gouvernements Salazar et Caetano.

Quoi qu'il en soit, les premiers pourparlers entre la délégation du Frelimo présidée par Samora Machel et la délégation portugaise dirigée par le Dr Soares ont commencé dans un climat d'autant plus détendu que le ministre portugais avait tenu à prendre deux initiatives qu'il savait de nature à sensibiliser ses interlocuteurs mozambicains. Dès l'ouverture des conversations au State House, il rendit un vibrant hommage au père du nationalisme moderne mozambicain, Eduardo Mondlane, lâchement assassiné en 1968. Puis, répondant à un journaliste zambien sur la question de savoir s'il acceptait de dialoguer avec les dirigeants du Coremo (un groupuscule fantôme constitué par des dissidents du Frelimo), le Dr Soares répliqua sèchement : « Je suis là pour discuter avec ceux qui se battent sur le terrain. Le nouveau Portugal veut sincèrement

MENACES CONTRE AQUINO DE BRAGANÇA



D.R.

● Notre collaborateur Aquino de Bragança a été publiquement menacé d'assassinat à la maison du Peuple, à Mogadiscio, où, avec Pietro Petrucci, il couvrirait pour « Afrique-Asie » le 11^e sommet de l'O.U.A.

L'un des spécialistes les plus respectés des mouvements de libération africains, Aquino de Bragança est sans aucun doute le seul journaliste du tiers monde qui connaisse intimement ces leaders avec lesquels il est uni par une longue lutte commune depuis plus de vingt ans.

Après le renversement du fascisme portugais, Aquino de Bragança a suivi de près toutes les activités diplomatiques qui ont précédé et suivi les négociations officielles entre Portugais et dirigeants des mouvements de libération. Il s'est entretenu, ces dernières semaines, à plusieurs reprises, avec les présidents Nyérére, Kaunda, Samora Machel, Luis Cabral, etc.

Mais Holden Roberto, le président du Front national de Libération de l'Angola (F.N.L.A.), redoute « Afrique-Asie » et Aquino de Bragança dont les articles ont dévoilé les réalités de son mouvement. Il n'aime pas ce que nous écrivons sur le F.N.L.A., les compli-

ciés dont il jouit au sein des régimes les plus réactionnaires et les plus pro-impérialistes d'Afrique pour détourner les objectifs de la lutte de libération du peuple angolais.

C'est pourquoi son « ministre des Affaires étrangères » — car Holden Roberto dirige un prétendu gouvernement en exil —, Johnny Eduardo, accompagné de deux de ses hommes de main, a interpellé, la semaine dernière, Aquino de Bragança, dans les salons de la maison du Peuple, et lui a lancé, en présence de plusieurs journalistes internationaux : « Je suis déterminé à t'éliminer physiquement, à moins que tu ne cesses tes dénonciations du F.N.L.A. »

Ces menaces ont soulevé l'émotion des journalistes qui se sont immédiatement solidarisés avec notre collaborateur en signant une pétition pour protester vigoureusement contre de telles méthodes fascistes, texte qu'ils ont adressé au secrétaire général de l'O.U.A.

Quant à M. Holden, qu'il sache qu'« Afrique-Asie » poursuivra, comme par le passé, sa mission d'information et qu'elle ne sera pas intimidée par ses barbouzes. □

► mettre fin aux guerres qu'il avait héritées de l'ancien régime. Au Mozambique, seul le Frelimo est présent sur le champ de bataille et c'est avec lui seul que la délégation portugaise engagera des discussions... »

Quant au Frelimo, sa position nous avait été déjà exposée clairement par son président, à Dar es-Salaam, quelques jours avant son départ pour Lusaka : « Nous avons grandement contribué, nous disait Samora Machel, à la chute du régime fasciste au Portugal. Pourtant, ni le fascisme ni le colonialisme n'ont disparu au Mozambique. Alors, que faire sinon continuer la guerre de libération. Ce n'est pas moi seul qui le dit. C'est l'ensemble de notre peuple aussi bien dans les régions libérées que dans les régions qui se trouvent encore sous le contrôle de l'ennemi.

« Voyez-donc, ajouta-t-il en nous les montrant, les rapports et les messages parvenus de toutes les régions du Mozambique, des grandes villes comme Beira et Lourenço Marques où des manifestations populaires ont confirmé l'immense autorité du Front, du Nord, libéré de longue date, et du Sud où sa percée s'accroît chaque jour. Les militants sont unanimes. Ils nous demandent de rester vigilants. Nous ne sommes pas des hommes à vocation guerrière. Mais, pour nous, la paix et l'indépendance sont inséparables... »

Samora Machel explique que la direction du Frelimo avait pris très au sérieux les propositions faites par le nouveau gouvernement de Lisbonne. Elle avait organisé des centaines de réunions pour écouter la voix de la base. Le comité exécutif, qui s'était réuni fin mai, avait

discuté tous les rapports transmis de l'intérieur avant de donner à son président un mandat pour diriger la délégation officielle mozambicaine.

« Notre regretté président Eduardo Mondlane, ajoute-t-il, n'avait-il pas déclaré, voila plus de dix ans, lors d'une intervention aux Nations unies, bien avant le commencement des hostilités, que le Frelimo était disposé à discuter avec Salazar ? Alors, pourquoi pas avec Spinola ?... Certes, l'indépendance n'est pas à négocier. C'est un droit inaliénable du peuple mozambicain. Mais nous sommes prêts à discuter des modalités du transfert de la souveraineté au peuple du Mozambique dont le Frelimo est le seul et légitime représentant ».

L'héritage colonial

Mais les difficultés ne tardèrent pas à surgir durant les pourparlers. Elles étaient d'autant plus inévitables qu'il est vite apparu que la délégation portugaise a voulu, comme à Londres durant les premières négociations officielles P.A.I.G.C.-Lisbonne, séparer le contentieux militaire des aspects politiques du conflit, c'est-à-dire faire du cessez-le-feu l'objectif prioritaire des discussions.

Il était évident que la délégation portugaise n'avait pas de mandat du président Spinola pour discuter du problème politique — l'indépendance. Pour éviter d'assumer la responsabilité d'une rupture à Lusaka, elle s'engagea délibérément dans un labyrinthe de questions dilatoires qui ne pouvaient mener à rien.

Elle s'inquiétait de savoir si le Front était en mesure d'assumer l'héritage colo-

nial ? Et, dans ce cas, pourquoi ne pas organiser des élections et faire élire « démocratiquement » un parlement où le Front serait détenteur de la majorité mais où l'opposition minoritaire trouverait un moyen d'expression ? Mais qui devrait organiser ces élections ? ripostèrent les négociateurs mozambicains. Le Frelimo, qui jouit de la confiance de l'écrasante majorité, ou l'administration coloniale ? Et puis, le général Spínola, qui a pris le pouvoir au Portugal, a-t-il, lui, fait appel à un quelconque référendum ? A-t-il consulté le peuple pour former un gouvernement ? Pourquoi veut-il imposer des élections au peuple mozambicain ? Pour le protéger peut-être des « ambitions démesurées du Frelimo » ?

La délégation portugaise a fini par admettre, dans le communiqué conjoint que l'« établissement d'un cessez-le-feu est conditionné par un accord global préalable relatif aux principes politiques fondamentaux... »

Mais le Dr Soares n'était pas mandaté pour faire plus.

Il lui fallait rentrer à Lisbonne pour consultation. Prochain rendez-vous à la mi-juillet à Lusaka.

Les dirigeants mozambicains suivent maintenant l'affaire avec prudence tout en continuant à poursuivre la lutte.

Samora Machel, qui avait dominé toute la discussion par la rigueur de sa ligne stratégique, ne nous a pas caché que « si dans les délais les plus brefs la question coloniale n'était pas résolue, il ne faudrait pas écarter l'éventualité d'un coup de droite au Portugal. »

Oui, ce sera plus difficile de finir la guerre que de la commencer.

AQUINO DE BRAGANÇA